



















**Communiqué de presse** Paris, le 28 novembre 2025

## La FHP et les syndicats de médecins dénoncent un PLFSS 2026 sans dialogue et demandent un changement de méthode

Alors que le PLFSS 2026 poursuit son parcours parlementaire après l'échec de la commission mixte paritaire, les inquiétudes demeurent intactes, et même renforcées. Le rejet convergent de l'Ondam par les députés comme par les sénateurs a mis en lumière un consensus rare : le texte ne répond pas aux besoins croissants de santé du pays. La tension s'accroît également sur le terrain, à l'image de la mobilisation intersyndicale des médecins, à laquelle la FHP apporte tout son soutien.

L'abondement de 850 millions d'euros voté à l'Assemblée nationale a constitué une première réponse nécessaire face à la levée de boucliers provoquée par la trajectoire initiale du texte du Gouvernement. Ce signal était indispensable pour éviter des tarifs négatifs, mais il reste insuffisant pour restaurer la confiance et enclencher une véritable dynamique de transformation.

Ce PLFSS continue en effet d'ignorer les bons leviers d'efficience, de pénaliser les acteurs qui soignent et de perpétuer des dispositifs de financement déconnectés du terrain. Il entretient une confusion préjudiciable entre austérité et efficience : des activités non réalisées ou des lits fermés continuent d'être financés, tandis que des secteurs entiers – maternités, cancérologie, SMR, psychiatrie – restent sous-dotés, au détriment des patients.

Surtout, la stigmatisation croissante de l'exercice libéral atteint un point de rupture. Le PLFSS 2026 s'attaque à l'architecture conventionnelle, fait fi des derniers accords conclus, et ouvre la voie à une étatisation des relations entre l'État et les médecins. Ce déni du cadre contractuel marque une rupture historique. En fragilisant ainsi la médecine libérale, qui prend en charge chaque jour 95 % des Français, le Gouvernement compromet un pilier fondamental de notre modèle de santé. La FHP exprime sa solidarité pleine et entière avec les syndicats médicaux mobilisés pour défendre une médecine de proximité, libre et responsable.

Le Sénat a souhaité exprimer sa confiance envers les acteurs de la santé en refusant les logiques punitives et en appelant à renouer avec un véritable esprit de dialogue paritaire, en lieu et place de décisions unilatérales prises au mépris des professionnels de santé. Nous regrettons toutefois que sur le sujet de la double facturation à l'hôpital public, les sénateurs n'aient pas maintenu une disposition porteuse d'une économie de 300 millions d'euros.

Dans un contexte aussi tendu, la FHP appelle à s'inspirer du travail sénatorial pour provoquer un changement de méthode : il est encore temps d'insuffler un autre esprit, fait de clarté sur les choix, de respect du dialogue, et de cohérence entre les objectifs de santé publique et les moyens alloués.

« Ce PLFSS est le reflet d'une dérive : l'absence de vision, l'absence d'efficience réelle, et désormais l'absence de confiance envers celles et ceux qui soignent. L'abondement voté à l'Assemblée nationale ne peut masquer la mécanique punitive qui demeure intacte. Nous partageons pleinement les alarmes des médecins libéraux : leur exercice, leur rôle, leur place même dans le système sont fragilisés par ce texte. Il est urgent de revenir à une logique de responsabilité, de respect et d'efficience, au service du patient et de la qualité des soins. Une autre voie est possible au bénéfice de notre système de santé », déclare Lamine Gharbi, Président de la FHP.

## A propos de la FHP

La FHP regroupe 1 030 cliniques et hopitaux prives qui assurent chaque année la prise en charge de 9 millions de patients. Environ 170 000 salariés (personnels de soins, administratifs et techniciens) travaillent dans les établissements de sant privés et 40 000 médecins y exercent. Enfin, plus de 2,5 millions de patients sont accueillis chaque année dans plus de 12 services d'urgences.

